

Décrets, arrêtés, circulaires

TEXTES GÉNÉRAUX

MINISTÈRE DES SOLIDARITÉS ET DE LA SANTÉ

Arrêté du 28 février 2018 relatif à la composition et au fonctionnement du conseil stratégique de l'innovation en santé

NOR : SSAS1804136A

La ministre des solidarités et de la santé et le ministre de l'action et des comptes publics,
Vu le code de la sécurité sociale, notamment ses articles L. 162-31-1 et R. 162-50-3 ;

Arrêtent :

Art. 1^{er}. – Sont membres du conseil stratégique mentionné à l'article R. 162-50-3 du code de la sécurité sociale :

- 1° Deux représentants du secrétariat général des ministères chargés des affaires sociales :
 - le secrétaire général des ministères chargés des affaires sociales ou son représentant ;
 - le délégué ministériel à l'innovation en santé ou son représentant.
- 2° Le directeur de la sécurité sociale ou son représentant ;
- 3° Le directeur général de l'offre de soins ou son représentant ;
- 4° Le directeur général de la santé ou son représentant ;
- 5° Le directeur général de la cohésion sociale ou son représentant ;
- 6° Le directeur de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques ou son représentant ;
- 7° Le directeur général des entreprises ou son représentant ;
- 8° Le président du Comité économique des produits de santé mentionné à l'article L. 162-17-3 du code de la sécurité sociale ou son représentant ;
- 9° Le directeur général de l'agence régionale de santé de Nouvelle-Aquitaine ou son représentant ;
- 10° Le Président du collège de la Haute Autorité de santé ou son représentant ;
- 11° Trois représentants de l'Union nationale des caisses de l'assurance maladie mentionnée à l'article L. 182-2 du code de la sécurité sociale :
 - le président du conseil de l'Union nationale des caisses d'assurance maladie ou son représentant ;
 - le directeur général de la Caisse nationale de l'assurance maladie ou son représentant ;
 - le directeur général de la mutualité sociale agricole ou son représentant.
- 12° Cinq représentants d'agences nationales intervenant dans le secteur sanitaire :
 - un représentant de l'Agence des systèmes d'information partagés de santé ;
 - un représentant de l'Agence technique de l'information sur l'hospitalisation ;
 - un représentant de l'Agence nationale de l'appui à la performance des établissements de santé et médico-sociaux ;
 - un représentant de l'Agence Nationale de Santé Publique ;
 - un représentant de l'Agence nationale de sécurité du médicament et des produits de santé.
- 13° Un représentant de la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie ;
- 14° Trois représentants proposés par l'Union nationale des organismes complémentaires d'assurance maladie ;
- 15° Quatorze représentants de professionnels de santé, du champ sanitaire et médico-social ou de l'aide à domicile :
 - huit représentants des professionnels de santé libéraux proposés par l'Union nationale des professionnels de santé (UNPS) ;
 - le président de la Conférence nationale des Présidents de Commissions Médicales d'Etablissements des Centres Hospitaliers Universitaires ou son représentant ;
 - le président de la Conférence nationale des Présidents de Commissions Médicales d'Etablissements des Centres Hospitaliers ou son représentant ;

- le président de la Conférence nationale des Présidents de Commissions Médicales d'Etablissements des Centres Hospitaliers spécialisés ou son représentant ;
- un représentant de l'organisation professionnelle des employeurs associatifs du secteur social, médico-social et sanitaire (NEXEM) ;
- un représentant de l'Union syndicale des employeurs de la branche de l'aide, de l'accompagnement, des soins et des services à domicile (USB Domicile) ;
- un représentant de l'Union nationale des centres communaux d'action sociale (UNCCAS).

16° Trois représentants de structures de soins primaires :

- un représentant de la Fédération Française des Maisons et Pôles de Santé (FFMPS) ;
- un représentant de la Fédération nationale des centres de santé (FNCS) ;
- un représentant de la Fédération des soins primaires (FSP).

17° Sept représentants des établissements de santé et médico-sociaux :

- un représentant de la Fédération Hospitalière de France (FHF) ;
- un représentant de la Fédération de l'Hospitalisation Privée (FHP) ;
- un représentant de la Fédération des Etablissements hospitaliers et d'aide à la personne privés non lucratifs (FEHAP) ;
- un représentant de la Fédération nationale des Centres de lutte contre le cancer (UNICANCER) ;
- un représentant de la Fédération Nationale des Etablissements d'hospitalisation à domicile (FNEHAD) ;
- un représentant du Syndicat National des Etablissements et des Résidences privées pour Personnes Agées (SYNERPA) ;
- un représentant de l'Union nationale interfédérale des œuvres et organismes privés non lucratifs sanitaires et sociaux (UNIOPSS).

18° Trois représentants de patients et d'usagers du système de santé et du champ médico-social proposés par l'Union nationale des associations agréées d'usagers du système de santé ;

19° Un représentant de l'Assemblée des départements de France ;

20° Deux représentants d'entreprises des produits de santé :

- un représentant du syndicat des Entreprises du médicament (Leem) ;
- un représentant du syndicat national de l'industrie des technologies médicales (SNITEM).

Art. 2. – Le conseil stratégique de l'innovation en santé se réunit sur convocation de son président qui fixe l'ordre du jour.

Art. 3. – Les fonctions des membres du comité stratégique de l'innovation en santé sont exercées à titre gracieux. Elles donnent lieu à autorisation d'absence ou à congé ainsi qu'au paiement d'indemnités pour frais de déplacement et au maintien du salaire dans les conditions fixées par la réglementation en vigueur.

Art. 4. – Les dispositions du présent arrêté entrent en vigueur au lendemain de sa publication.

Art. 5. – La directrice générale de l'offre de soins et la directrice de la sécurité sociale sont chargées, chacune en ce qui la concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait le 28 février 2018.

*La ministre des solidarités
et de la santé,*
Pour la ministre et par délégation :
*La directrice générale
de l'offre de soins,*
C. COURRÈGES

*Le ministre de l'action
et des comptes publics,*
Pour le ministre et par délégation :
*La directrice
de la sécurité sociale,*
M. LIGNOT-LELOUP